



# De l'avertissement à l'action, il n'y a qu'un pas

**Éditorial**

par Jean-Claude Mailly

La Commission exécutive confédérale, réunie de manière exceptionnelle le 24 octobre, a décidé, dans une première étape, d'appeler à un rassemblement national Force Ouvrière à Paris, le 16 décembre, sur la voie publique. J'y prendrai la parole.

Il s'agit à la fois d'affirmer et réaffirmer les positions de Force Ouvrière et d'adresser un avertissement au gouvernement. Salaires, emploi, protection sociale collective, service public républicain, les revendications sont nombreuses, le mécontentement réel et les inquiétudes grandissantes.

Qui plus est, sous l'effet de la politique d'austérité, notamment avec le pacte dit de responsabilité, le gouvernement multiplie les annonces provocatrices ou rétrogrades pour les salariés : travail le dimanche, allocations familiales, seuils sociaux, contrat de travail unique.

Les outils et rengaines du libéralisme économique sont de sortie.

L'économie française est en croissance quasi nulle, le chômage continue de grimper, les investissements chutent, la consommation patine, des dizaines de milliards d'euros sont accordés aux entreprises sans discernement.

Il est plus que temps de changer de politique économique et sociale. Ce n'est pas la question d'être moderne ou passéiste. Quand on utilise cet argument, c'est qu'on n'en a pas beaucoup d'autres !

C'est une question de justice, de progrès, d'égalité de droits et de république.

Il est de la responsabilité d'une grande confédération syndicale comme FO d'ouvrir des perspectives pour les salariés, actifs, chômeurs et retraités. Cela passe par la construction du rapport de forces.

C'est ce qu'a décidé, après le Comité confédéral national, la Commission exécutive, c'est l'enjeu du 16 décembre 2014.

Entre-temps, de manière permanente, nous avons la souplesse et la réactivité d'action nécessaires si le gouvernement passe de l'annonce à la concrétisation en matière de remise en cause des droits sociaux.

Garder la tête haute, tordre le cou aux affirmations selon lesquelles il n'y a pas d'autre choix, déposer les revendications : de l'avertissement à l'action, il n'y a qu'un pas.

Cela s'appelle tout simplement prendre nos responsabilités de syndicalistes libres et indépendants.